

Attentats dans les cœurs et les esprits

“Nous vivons dans un monde plutôt désagréable, où non seulement les gens, mais les pouvoirs établis ont intérêt à nous communiquer des affects tristes. La tristesse, les affects tristes sont tous ceux qui diminuent notre puissance d’agir. Les pouvoirs établis ont besoin de nos tristesses pour faire de nous des esclaves. Le tyran, le prêtre, les preneurs d’âmes, ont besoin de nous persuader que la vie est dure et lourde. Les pouvoirs ont moins besoin de nous réprimer que de nous angoïsser...” (Gilles Deleuze, 1977)

22 mars. Rien de ce qui nous arrive aujourd’hui n’est une surprise. Et probablement rien de ce qui va suivre non plus. Au-delà de la tristesse, de la rage et de la peur qui nous envahissent, le pire est peut-être le sentiment d’impuissance que provoque ce genre de drame à répétition. Justement parce que c’était tellement prévisible, parce que rien n’est fait pour changer le cours des choses, parce qu’outre les fêlés qui se font exploser au milieu de la foule et sont suffisamment nombreux pour qu’on ne soit pas au bout de l’horreur, les fêlés qui nous gouvernent ne comptent pas une seconde remettre en question leurs politiques, arrêter leurs guerres et leurs victimes innocentes quotidiennes – bien commodes tant qu’elles sont loin de nous, invisibles, sans noms et sans visages. Ces pompiers pyromanes n’envisagent pas plus de repenser les injustices sociales dans nos sociétés, au contraire : ils nous enjoignent à ne pas réfléchir, à n’agir que sous le coup de l’émotion et de la vengeance, pour continuer l’escalade jusqu’à ce que « la guerre » ne soit plus un mot utilisé à l’emporte-pièce mais une réalité qui se sera vraiment propagée partout et aura profondément transformé nos sociétés.

24 mars. Depuis deux jours, le débit médiatique est continu. Je me suis moi-même surpris à m’y connecter au moindre retentissement d’hélicoptères et autres sirènes de police. Ce faisant, je me suis rappelé l’époque des tueries du Brabant wallon, au début des années 1980, et leur impact psychologique. J’étais enfant et j’avais été choqué, mais pas traumatisé. C’était un autre temps : Internet n’existait pas et les télévisions n’interrompaient leurs programmes à tout-va pour diffuser de l’information non-stop. Il fallait attendre la fin du film avant d’avoir droit à un flash spécial. Les tueries étaient aveugles, imprévisibles, proches de nous, mais il y avait moyen de relativiser. Aujourd’hui, le traumatisme des attentats est largement amplifié par le traitement médiatique. S’informer implique de confronter son cerveau au direct permanent, à l’absence de recul et d’analyse, au sensationnalisme, aux informations non vérifiées balancées sans même user du conditionnel. Sans compter la sous-médiatisation de faits marquants tel le scandaleux accord avec la Turquie (qui met de facto fin au droit d’asile et renforce la posture de l’Europe comme forteresse assiégée), dont les implications ont été largement occultées par la traque des suspects des attentats de Paris puis de Bruxelles.

À défaut de pouvoir couper le son des sirènes et des hélicos, il est devenu question de salubrité mentale de s’extraire au moins des flux continus des sites d’information, des télés, des réseaux sociaux et de leurs effets anxiogènes. Besoin de répit, de distance, de se faire du bien, de retrouver des capacités d’agir et pour ce faire, de se voir et se parler “en vrai”.

2 avril. Se rendre à la Bourse pour un rassemblement anti-raciste, une semaine après que 400 supporters de foot emmenés par quelques néo-nazis aient paradé au même endroit et le jour-même où un groupe d’extrême droite annonce une manifestation à Molenbeek. Apprendre que toute manifestation est interdite aujourd’hui en région bruxelloise. Découvrir sur place un déploiement policier largement plus important que la somme des potentiels

manifestants, des badauds, des touristes et des personnes rassemblées devant le mémorial spontané face aux marches de la Bourse. Voir le président de la Ligue des droits de l'homme se faire arrêter juste parce qu'il se trouvait là. Ça, c'est fait.

Se faire filmer par des policiers en civil. Se voir intimer l'ordre de déguerpir. Obtempérer. Se rendre dans un café proche, s'asseoir en terrasse, boire un verre. Assister aux arrestations parfois violentes de dizaines de personnes au comportement pacifique, ne brandissant aucune banderole ni ne scandant aucun slogan. Ça, c'est fait.

Voir la police encercler la terrasse du café, tout en laissant tranquilles militants d'extrême droite regroupés sur celle du pub irlandais d'en face. Se réfugier à l'intérieur du café. Voir les clients se faire contrôler leur identité, certains étant amenés dans les toilettes pour y être fouillés, puis quasiment tous se faire menotter avec des colsons et arrêter. Voir ensuite des policiers entrer dans le café et arrêter des personnes assises tranquillement en train de boire leur verre. Échapper à tout cela de manière aussi arbitraire que d'autres se sont faits arrêter... Ça, c'est fait.

Le lendemain, voir le président de la Ligue des droits de l'homme sur le plateau de la télévision de service public, sommé de s'expliquer sur sa présence à la Bourse et être suspecté d'avoir orchestré un "coup de pub" en se faisant arrêter, par des journalistes ne disant rien des conditions de cette interpellation qui concernait pourtant des dizaines d'autres personnes. Deux semaines plus tard, apprendre que le commissaire de police responsable de cette décision, et qui s'est par ailleurs distingué à de nombreuses autres reprises pour des violences et interpellations massives de "gauchistes", compte déposer plainte contre président de la Ligue des droits de l'homme, coupable à ses yeux d'avoir critiqué publiquement son attitude. Ça aussi, c'est fait.

C'est quoi la prochaine étape ?

Gwenaël Breës

Article paru dans le n°24 de « [Kairos, journal antiproductiviste](#) », avril-mai 2016.